

**Politique étrangère - Syrie - Russie -  
Iran - Corée du Nord - Etats-Unis -  
Union européenne - Entretien de de  
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères,  
avec "CNEWS" - extraits  
(Paris, 08 mars 2018)**

Q - Merci d'être avec nous en pareilles circonstances, nationale et internationale, bienvenue Jean-Yves Le Drian.

R - Bonjour.

Q - Bonjour. On a l'impression que vous faites escale à Paris, vous voyagez tellement, en quelques jours vous êtes allé en Russie, en Iran, en Corée du Sud avec les Jeux olympiques, en Afrique, et dans toute l'Afrique, partout où le monde, j'ai l'impression, est plus de la guerre que de la paix. C'est ça ?

R - Je crois que jamais, depuis la fin de la Guerre froide, on a connu une période aussi tendue, avec autant de risques, autant de menaces, autant de tensions, autant de problèmes de conflictualité qui risquent d'un jour à l'autre d'éclater. Le monde est devenu sans repères, et cela crée de l'inquiétude, le monde est devenu dangereux et, depuis la fin de la Guerre froide, on n'a jamais connu ça. Et c'est vrai, quand on va...

Q - Vous dites ça pour nous faire peur ?

R - Non, je dis cela parce que c'est la réalité que je constate partout. Que l'on voyage en Asie, que l'on voyage au Moyen-Orient, que l'on voyage en Afrique, on voit partout des tensions, du terrorisme, des menaces, des risques, des confrontations, avec à la fois des puissances qui se réarment. Bref, le monde est devenu dangereux et un peu sans repères. Alors que des grands engagements avaient été pris dans ce 20<sup>e</sup> siècle qui a été quand même extrêmement barbare - à la fin du 20<sup>e</sup> siècle des engagements collectifs étaient pris, il y avait une organisation du monde qui se mettait en place, il y avait les Nations unies qui prévoyaient des règles -, aujourd'hui tout cela est en train de s'estomper et donc il y a...

Q - Donc le 21<sup>e</sup> siècle commence dans le chaos, le désordre et des menaces.

R - C'est le chaos, c'est les menaces, c'est la nécessité de garder son sang-froid, c'est la nécessité d'être présent, c'est la nécessité aussi de faire en sorte que l'Europe s'unifie pour être puissance.

Q - Oui, mais elle est absente, on va le voir, l'Europe. Mais l'Etat islamique, c'était un des adversaires ou ennemis, il est tombé à Mossoul, à Raqqa, mais le terrorisme on sent qu'il s'est déplacé en Asie, en Afrique beaucoup. Et le danger, est-ce que vous, quand vous voyagez, vous le sentez, d'ailleurs, on peut aller pas loin, en Europe et en France, vous le sentez présent le danger, parmi nous ?

R - Le terrorisme ce sera un combat de très longue durée, il faut l'intégrer, cela ne va pas s'arrêter uniquement parce que la coalition a réussi à enrayer le développement de Daech. C'est vrai que l'Etat islamique aujourd'hui est en très grosse difficulté, cette espèce de rêve macabre de créer un califat islamique dans la zone Irak/Syrie est en train de s'estomper, est en train d'être éradiqué. Même si le combat contre Daech n'est pas fini, nous l'avons mené, nous l'avons mené parce que nous étions en situation de légitime défense contre ceux qui avaient, en France et en Europe, menés des attentats contre nous.

Q - Vous parlez de la Syrie, Jean- Yves Le Drian. À New York, pour la deuxième fois le Conseil de sécurité va voter une résolution pour demander à Bachar al-Assad de cesser ses attaques aériennes et au sol contre ceux qui lui résistent dans le quartier de Ghouta, près de Damas, et la résolution, aussi, c'est pour que, aujourd'hui un convoi humanitaire puisse livrer des vivres, des médicaments et récupérer les blessés. Est-ce que cela va être possible, et si ce n'est pas possible, qu'est-ce qui se passe ?

R - En Syrie, nous étions présents, nous sommes présents dans la coalition à l'est de la Syrie parce que c'est là que se trouvait Daech et c'est là qu'il fallait assurer notre détermination, par légitime défense, pour combattre ceux qui nous avaient eux-mêmes combattus.

Sur la partie ouest de la Syrie, il y a une guerre civile, il y a une guerre civile depuis 2011 qui oppose le régime à des groupes d'opposition, parfois des groupes rebelles, et cette guerre civile a fait jusqu'à présent plus de 300.000 morts, et aujourd'hui même, des populations civiles syriennes sont prisonnières dans la région de ce que l'on appelle la Ghouta est, c'est-à-dire tout près de Damas, sont emprisonnées par les forces du régime qui sont en train de les bombarder pour que Bachar al-Assad récupère l'ensemble du territoire de l'ouest.

Q - Si Bachar al-Assad continue à bombarder, à attaquer, le convoi humanitaire, s'il refuse, qu'est-ce qui se passe ?

R - Nous avons oeuvré, la France a oeuvré, pour qu'il y ait une résolution des Nations unies qui permette une trêve. Nous demandons une trêve, une trêve humanitaire, pour éviter ce qui va se passer...

Q - Sinon, s'il refuse, s'il ne la respecte pas ?

R - S'il ne la respecte pas, nous prendrons les dispositions publiques pour dire qui sont les responsables. Parce que, dans cette affaire, dans la zone Ouest de la Syrie, il y a la Russie, il y

a l'Iran, il y a les forces de Bachar al-Assad. La Russie et l'Iran ont des responsabilités pour faire imposer la trêve humanitaire, ils ont les moyens de le faire, il faut que ces 400.000 personnes qui aujourd'hui sont emprisonnées puissent avoir accès aux soins, puissent avoir accès à l'alimentation, les convois sont prêts à partir, laissez-les partir, puisque c'est la règle internationale désormais.

Q - La loi internationale lui impose d'arrêter. Il est aujourd'hui hors la loi. Qu'est-ce qu'on lui inflige, qu'est-ce qu'on lui fait s'il refuse ?

R - C'est l'opinion publique internationale qui constatera que ni la Russie, ni l'Iran, qui ont la capacité d'agir auprès de Bachar al-Assad, ne prennent leurs responsabilités. Il faut que ces pays, qui ont signé la résolution, qui ont voté cette résolution, la mettent en oeuvre pour qu'il y ait un peu de sérénité en Syrie.

Q - C'est pour cela que vous êtes allé en Russie et en Iran. Attendez, attendez Monsieur le ministre. On l'accuse, Bachar al-Assad, d'utiliser, et on le dit une nouvelle fois, des armes chimiques. Si la preuve est faite, parce qu'on disait que pour Donald Trump et Emmanuel Macron c'était la ligne rouge, si on a la preuve qu'il utilise des armes chimiques, qu'est-ce qu'on lui fait ? Naturellement, on ne peut pas lui faire la guerre, mais qu'est-ce qu'on lui fait ? Parce que sinon on donne une image d'impuissance au monde.

R - La question de l'arme chimique est une question majeure dans ce conflit, parce que l'arme chimique c'est un tabou majeur du 20<sup>e</sup> siècle. Depuis la fin de la guerre 14-18 il y a eu une prise de conscience au niveau international, il ne fallait jamais plus utiliser les armes chimiques...

Q - Et alors, s'il utilise ?

R - Et il y a aujourd'hui des faisceaux de convergences, des faisceaux d'indications, qui laissent à penser que l'arme chimique peut être utilisée ou a déjà été utilisée. Nous n'avons pas les preuves. Mais, pour la France, le président Macron a été très ferme sur ce sujet, c'est la ligne rouge, c'est-à-dire que nous n'accepterons pas qu'il y ait une remise en cause de la non-prolifération de l'arme chimique et si d'aventure l'usage de l'arme chimique était constaté, vérifié, attribué, et que l'usage de l'arme chimique était létal, qu'il faisait des morts, alors la riposte française serait au rendez-vous.

Q - Une riposte française unilatérale, française ?

R - La riposte française serait au rendez-vous, la riposte française et américaine aussi, puisque, si d'aventure nous le constatons - il faudrait le constater -, nous prendrions les dispositions dures, les conditions d'intervention pour éviter la prolifération de l'arme chimique qui serait une catastrophe humanitaire, une catastrophe mondiale.

Q - Il y a à peine 3 jours, vous étiez à Téhéran, vous avez rencontré trois des personnages les

plus importants du régime des ayatollahs, des gens qui étaient un peu différents entre eux, et vous avez, je vous ai écouté, le dire là-bas, "les entretiens étaient encourageants, mais durs, sans concession", on avait l'impression que c'était de la boxe entre vous.

R - Il faut parler avec tout le monde, et il faut aussi parler avec ceux qui sont acteurs de décisions lourdes dans cette partie du monde qui est extrêmement dangereuse. Le président de la République s'entretient régulièrement avec le président Poutine et le président Rohani, mais il a souhaité...

Q - Même si c'est dur ?

R - Oui, mais il faut parler, il faut dire les choses, il faut être clair.

Q - Mais alors on nous dit les ayatollahs, lorsqu'ils étaient avec vous, ils ont été intransigeants, et vous, celui qui passe pour l'inflexible Le Drian, qu'est-ce qu'il fait, il s'est senti... ?

R - J'avais, en Iran, plusieurs missions qui m'avaient été demandées par le président Macron. D'abord une question très lourde qui est l'accord de Vienne. L'accord de Vienne, qu'est-ce que c'est ? C'est le fait qu'il y a un accord international qui permet d'éviter l'accession de l'Iran à l'arme nucléaire, parce que si l'Iran avait la possession de l'arme nucléaire, alors il y aurait une prolifération qui serait extrêmement dangereuse pour l'avenir du monde d'une manière générale, et pour la région en particulier, parce qu'alors d'autres pays voudraient s'en doter et on aurait assez rapidement un risque de guerre nucléaire. Il faut donc enrayer cela, et ont été menées des négociations, en 2015, pour éviter cette prolifération.

Q - Mais est-ce que les Iraniens vous ont dit qu'ils tenaient, comme vous, au maintien de cet accord de Vienne ?

R - Aujourd'hui le président Trump semble remettre en cause sa signature pour cet accord, et je suis allé voir le président Rohani pour l'interroger sur la pérennité de cet accord, qui permet la levée des sanctions à l'égard de l'Iran et qui permet donc, indirectement, le développement de l'Iran. Et sur ce point il y a eu une fermeté dans l'orientation, ce dont je me réjouis.

Q - Eux ils disent qu'ils le respectent.

R - Aujourd'hui ils le respectent, il faut qu'ils continuent à le respecter. J'ai cru entendre des engagements de la part du président Rohani à cet égard. Il est très attaché à cet accord qu'il a considéré comme un accord historique. Il importe pour la sécurité du monde de le maintenir.

Q - Donc il ne faut pas y toucher ?

R - Il ne faut pas y toucher, il faut le faire respecter, et c'est ce que nous dirons d'ailleurs aussi,

c'est ce que le président Macron dira au président Trump, c'est une ligne de fracture entre nous...

Q - Il va le voir à la fin du mois d'avril.

R - Il le verra en avril.

Q - Parce que Trump se prononcera autour du 12 mai. Est-ce que cela veut dire que la France, pour la circonstance, peut-être un peu médiateur ?

R - La France dira ce qu'elle pense, et elle dira en particulier que le fait de respecter ce traité évite l'accession de l'Iran à l'arme nucléaire, et donc contribue à la sécurité de la région, et la sécurité du monde.

Q - Est-ce que M. Rohani vous a dit que s'il y avait rupture cela entraînerait une reprise de l'arsenal et de la fabrication de la route vers le nucléaire militaire de l'Iran ?

R - C'est ce qui se passera s'il y a rupture, il faut que chacun en soit conscient. Si d'aventure on rompt l'accord de Vienne, demain l'Iran se dotera de l'arme nucléaire, et alors les pays voisins le feront aussi. Et alors il y aura un risque de prolifération nucléaire, et la Corée du Nord dira "et moi, pourquoi je n'y accède pas ?".

Q - Jean-Yves Le Drian, selon l'accord de Vienne, les Iraniens ne peuvent pas utiliser des missiles de plus de 2000 kilomètres de portée, c'est-à-dire la distance d'Israël. Est-ce que vous avez le sentiment et est-ce que vous êtes inquiet, parce qu'ils sont peut-être aller au-delà de ces 2000 kilomètres ?

R - Il y a eu, dans les entretiens que j'ai eus en Iran, des points de désaccord, des points de friction, où j'ai affirmé les positions de la France avec beaucoup de clarté et où j'ai interrogé les autorités iraniennes sur leurs intentions, en particulier dans le domaine balistique. Le domaine balistique, c'est les missiles, et il y a une espèce de frénésie capacitaire, de la part de l'Iran, pour se doter de plus en plus de missiles...

Q - Ça nous regarde, c'est notre souveraineté.

R - ...de missiles à courte portée, mais aussi des missiles à moyenne portée et à longue portée qui, à ce moment-là, ne sont plus des missiles défensifs mais qui sont des missiles offensifs qui peuvent agresser et qui inquiètent. Il y a d'une part cela et, d'autre part, le fait que l'Iran livre des missiles à des entités non-étatiques comme le Hezbollah, comme les Houthis. Et donc il y a là des risques de déstabilisation de l'ensemble de la région. J'ai fait savoir aux autorités iraniennes que nous étions inquiets de ce risque et qu'il fallait qu'ils contribuent à la stabilité de la région pour leur propre intérêt, et donc qu'ils aient une position beaucoup plus modérée sur leurs capacités balistiques.

Q - Mais là ils sont restés assez bloqués...

R - J'ai dit en rentrant qu'il y a encore beaucoup de travail. On va continuer à parler, il faut continuer à parler, et on continuera à parler sur ce point, comme on continuera à parler aussi sur la responsabilité qu'a l'Iran dans le règlement syrien - c'est aussi une responsabilité russe - pour que demain on arrête ces massacres et ce cataclysme humanitaire qui est devant nous.

Q - Ce voyage en Iran, vous l'avez reporté une fois, au moment de l'affaire libanaise et d'Hariri, il ne plaisait pas à l'Arabie Saoudite, vous y êtes allé. Le prince héritier Ben Salmane est à Londres aujourd'hui, est-ce qu'il est fâché avec nous, puisqu'il n'est pas venu à Paris ?

R - Il viendra à Paris, bientôt.

Q - Quand ?

R - Dans très peu de temps.

Q - Vous dites qu'il va venir ?

R - Bien sûr.

Q - Le voyage est maintenu.

R - Nous avons une relation très sereine et très claire avec l'Arabie saoudite, où je me suis rendu plusieurs fois, le président de la République aussi, et nous avons un dialogue aussi très fructueux avec ce pays qui a, comme l'Iran, à régler un problème majeur qui est la crise du Yémen où il faut qu'il y ait, là, une solution politique qui se présente dans les plus brefs délais pour éviter une nouvelle catastrophe humanitaire.

Q - Vous voyez, il n'y a que des risques. Avant Téhéran vous étiez à Moscou, vous vous êtes entretenu avec votre collègue, que vous connaissez bien, Lavrov, qui est toujours impassible...

R - Oh, il n'est pas toujours impassible Lavrov, il y a des moments où il est très agréable, des moments où il est très dur...

Q - Apparemment c'était la castagne la dernière fois.

R - Quand on se rencontre on se dit les choses. Je pense que dans la diplomatie il faut se dire

les choses clairement, c'est d'ailleurs ce qu'a initié le président Macron, il faut dire clairement nos positions, il faut éviter les malentendus, et lorsqu'on connaît les positions des uns et des autres, on essaie de trouver les chemins qui permettent la sérénité.

Q - Cela tombe bien, parce qu'ici aussi on veut la vérité, on se dit les choses carrément. Par exemple, depuis Vladimir Poutine à Versailles, on sent bien que les relations avec Moscou sont refroidies. Macron/ Poutine, aujourd'hui, comment ça va ? J'ai envie de dire mal.

R - Ils se parlent, ils échangent, ils se parlent régulièrement, c'est quand même important, et le président Macron se rendra en Russie au mois de mai prochain, pour rendre cette visite. Ce sera une visite d'Etat, il ira à Saint-Pétersbourg, au dialogue économique initié pas par la Russie. La Russie c'est une grande puissance, c'est une puissance qui doit être respectée, c'est une puissance qui a beaucoup de force, mais en même temps le président Poutine et la politique extérieure de la Russie nous inquiète, nous interroge, que ce soit sur l'Ukraine, que ce soit sur le fait que, à notre sens, ils ne prennent pas leurs responsabilités sur la question syrienne. Donc, on attend la Russie au niveau de ses responsabilités pour le règlement pacifique de la question syrienne, pas uniquement sur la question humanitaire d'aujourd'hui, mais sur la question politique de demain, permettre à la Syrie de retrouver son intégrité.

Q - Quand vous voyagez, que vous voyez tous ces leaders et tous ces pays du monde, est-ce que la France est une puissance, entre nous, qui est respectée et qu'on prend au sérieux ?

R - Oui, la France est respectée, la France a un message, la France a une force et l'action du président Macron est reconnue partout où je vais. La France peut transmettre des messages, la France est membre du Conseil de sécurité, la France a un message à donner au monde, et c'est ce que nous faisons régulièrement pour alerter...

Q - On continue.

R - On continue.

Q - Le Nord-Coréen, Kim Jong-Un, il est aujourd'hui tout sourire et flexible comme jamais, il propose un sommet des deux Corées. Est-ce que vous croyez à sa sincérité, ou est-ce que c'est l'effet des sanctions contre la Corée du Nord ?

R - Je crois que c'est un peu tout cela. Il ne faut pas boudier quand il y a, dans ce monde incertain, dangereux, quand il y a, à un moment donné, des espaces d'optimisme. Le fait que, après les Jeux Olympiques, il y ait eu ces rencontres, le fait que Kim Jong-Un fasse des ouvertures, le fait que les autorités de Corée du Sud, le président Moon, fassent aussi des ouvertures, le fait que le président de la Corée du Nord dise "je veux discuter, y compris avec les Américains, sans préalable", prenons-le.

Q - Donc il faut accorder de la confiance à ce dictateur boursouflé, croire qu'il a changé ?

R - Le risque majeur, là aussi, c'est le risque de prolifération nucléaire, et si d'aventure la Corée du Nord se dote définitivement - parce qu'ils ont déjà les moyens de le faire - de l'arme nucléaire, c'est toute la région qui va être en danger, mais aussi nous-mêmes, c'est notre sécurité. Demain, si la Corée du Nord a l'arme nucléaire, le Japon va demander aussi l'arme nucléaire, et alors on est dans une logique infernale qui remettra en cause notre propre sécurité. Autrement dit, si d'aventure ils commencent à se parler, tant mieux, et ce n'est pas une raison pour être naïf, les sanctions qui ont été décidées au niveau international et au niveau européen à l'égard de la Corée du Nord sont maintenues, mais le dialogue reprend, c'est quand même un événement qu'il faut saluer dans ce monde un peu obscur.

Q - Kim Jong-Un a dit qu'il était prêt à stopper la production et le lancement de missiles à longue portée...

R - Oui.

Q - Qu'il était prêt à dialoguer. Pourquoi vous n'allez pas en Corée du Nord, vous ?

R - Je suis allé à l'ouverture des Jeux olympiques à la demande du président de la République, j'ai pu rencontrer les autorités responsables de Corée du Sud...

Q - Vous pourriez y aller ?

R - La France est disponible pour agir...

Q - Puisqu'on parle avec tout le monde...

R - On parle aussi avec l'ensemble des acteurs de la zone, y compris la Chine.

Q - Je vais parler de l'Europe dans quelques minutes

(...)

Q - Devant le CRIF, le président Macron a répété : l'antisémitisme, c'est contraire à la République, l'antisémitisme, c'est le déshonneur de la France. Est-ce que vous considérez, vous, que ceux qui restent antisémites déshonorent la France, qu'est-ce que vous en dites ?

R - La force de la démocratie française, c'est de combattre toutes les haines et de faire en sorte que notre nation soit une nation inclusive, porteuse d'un message pour elle-même, et porteuse d'un message pour le monde, il faut combattre toutes les haines, d'où qu'elles viennent, l'antisémitisme, bien sûr, mais aussi l'islamophobie de l'autre côté, toutes les haines doivent



être combattues, et c'est aussi la force de la France de le dire.

Q - Et vous voyez ce qui est en train de se passer dans toute l'Europe, à partir des élections en Italie, où l'extrême droite est montée, toute l'Europe est en train de basculer...

R - Non, il ne faut pas exagérer...

Q - Une grande partie, les Pays-Bas et la France encore ont été épargnés...

R - Il y a en même temps...

Q - Est-ce que cela veut dire qu'il y a cette menace peut-être...

R - Il faut refonder l'Europe. Et c'est vrai que les élections européennes de 2019 seront essentielles pour l'avenir, parce qu'on voit partout des doutes, des interrogations, des populismes, il y a aussi des raisons de se rassurer quand on voit ce qui se passe Allemagne, mais même quand il se passe en Espagne ou au Portugal, où le message européen reste très fort, il n'empêche que les élections italiennes contribuent à cette instabilité et à ces interrogations. L'Europe doit se dire : je ne peux plus continuer comme avant, je suis trop lente, je ne suis pas assez forte, je suis trop ballotée, il faut une Europe forte refondée...

Q - Donc l'Europe est absente, mais il faut qu'elle se renforce ?

R - C'est une nécessité supplémentaire, cette élection italienne, que de renforcer le message européen du développement...

Q - Une question avant que je me fasse tirer l'oreille, parce que je suis lent, mais je vous ai... Donc, je vous pose cette question parce que, aujourd'hui, Donald TRUMP va signer une taxation, sauf pour le Canada et le Mexique, de l'acier et de l'aluminium, qui est importé. Est-ce qu'il faut que nous, justement, puisque vous dites : une Europe forte, il faut lui répliquer des représailles ? OEil pour oeil, dent pour dent ?

R - Oui, il faut que l'Europe affiche sa souveraineté et sa puissance, et c'est la raison pour laquelle la Commission européenne va proposer des contre-mesures à l'initiative tout à fait inopportune du président Trump, qui, sans doute, présente des intérêts pour l'Amérique tout de suite, pour les Etats-Unis, mais qui sur le long terme, est extrêmement néfaste pour l'influence américaine dans le monde...

Q - Donc il faut lui répondre : oeil pour oeil, dent pour dent ?

R - Il faut lui répondre fermement.

Q - Merci d'être venu, et je sais que tout à l'heure... demain, vous allez en Inde avec le président Macron, après, vous allez en Afrique, et qu'est-ce que vous allez faire tout à l'heure ? C'est la journée internationale des femmes...

R - C'est la journée internationale des femmes, avec en particulier pour le ministère des affaires étrangères, une rencontre qui aura lieu cet après-midi sur la régression des droits des femmes dans les zones de conflit, le viol qui est devenu une arme de guerre, c'est un sujet que j'ai souhaité mettre au débat, avec des échanges qui seront - je pense - très vigoureux.

Q - Il y a du pain sur la planche. Merci en tout cas d'être venu.

R - Merci./.